Les deux journalistes arrêtés au Burundi entendus par des magistrats

Le Monde, 29/01/2016 Ce que nous savons de lâ€™arrestation des envoyÃ©s spÃ©ciaux du Â« Monde Â» au Burundi Ils Ã©taient arrivÃ©s sÃ©parÃ©ment au Burundi les 19 et 21Â janvier pour enquÃªter sur la crise politique qui dÃ©chire le pays de le printemps 2015. Le correspondant duÂ MondeÂ en Afrique Jean-Philippe RÃ©my et le photographe britannique Philip Moore ont Ã©tÃ© arrÃªtÃ©s jeudi 28Â janvier Ã Bujumbura par les services de sÃ©curitÃ© burundais alors quâ€™ils sâ€™entr des opposants.

Lâ€™annonce de leur interpellation, avec quinze autres personnes, a Ã©tÃ© diffusÃ©e par la Radio-tÃ©lÃ©vision nationale du Burundi (RTNB) et confirmÃ©e officiellement sur Twitter par le conseiller mÃ©dia et communication de la prÃ©sidence, Willy NyamitweÂ : Dâ€™aprÃ¨s le communiquÃ© du ministÃ¨re de la sÃ©curitÃ© publique,Â Â«Â un mortier, une kalachnikov et des ont Ã©tÃ© saisis au cours de cette opÃ©ration de police dans le quartier de NyakabigaÂ Â». Câ€™estÂ«Â la premiÃ¨re fois que Ã©trangers sont surpris au milieu de criminelsÂ Â», a rÃ©agi le porte-parole adjoint de la police MoÃ¯se Nkurunziza sur la RTNB. Le quartier de Nyakabiga, oÃ¹ les journalistes ont Ã©tÃ© arrÃªtÃ©s, est lâ€™un des bastions de la contestation contre l pouvoir du prÃ©sident Pierre Nkurunziza. Les forces de lâ€™ordre quadrillent la zone depuis les soulÃ¨vements dâ€™avril 2015 contre un troisiÃ¨me mandat du chef de lâ€™Etat, et des caches dâ€™armes sont rÃ©guliÃ¨rement mises au jour. Câ€™est Ã et dans les quartiers contestataires de Musaga, de Mutakura et de Jabe, quâ€™avait Ã©tÃ© menÃ©e la rÃ©pression des 11 et 12Â dÃ©cembre 2015, au cours de laquelle prÃ¨s de deux cents personnes avaient Ã©tÃ© tuÃ©es. Des dizaines de corps de jeunes ligotÃ©s avaient Ã©tÃ© retrouvÃ©s dans les rues au matin. Entendus par des magistrats Dâ€™aprÃ¨s Richard Girama le prÃ©sident du conseil national de la communication, qui supervise les mÃ©dias au Burundi,Â Â«Â le dossier deÂ [Jean-Philippe RÃ©my et Philip Edward Moore]Â a Ã©tÃ© transmis au procureur gÃ©nÃ©ral, qui a ouvert une enquÃªte judiciaireÂ Â» sont ce matin en train dâ€™Ãªtre entendus par des magistrats, a-t-il dÃ©clarÃ© auÂ Monde.Â On saura bientÃ´t de quoi ils sont accusÃ©s.Â Â» Selon nos informations, deux dÃ©lÃ©guÃ©s du CICR puis lâ€™ambassadeur de France accompagnÃ© dâ€™ reprÃ©sentant du consulat britannique et de la journaliste amÃ©ricaine Julia Steers ont pu rendre visite vendredi matin 29 janvier aux journalistes dans le bÃ¢timent de lâ€™Agence national de renseignement. Ces bureaux se trouvent dans le quartier de Rohero Ã Bujumbura, prÃ¨s de la cathÃ©drale Regina Mundi. Contrairement Ã ce quâ€™affirme la police, Philip Moore nie avoir Ã©tÃ© arrÃªtÃ© alors quâ€™il se trouvait avec des hommes armÃ©s. Vers midi, heure de Paris, les deux hom attendaient dâ€™Ãªtre dÃ©fÃ©rÃ©s au parquet pour Ãªtre prÃ©sentÃ©s au procureur gÃ©nÃ©ral. Le Monde, qui demande la immÃ©diate de ses envoyÃ©s spÃ©ciaux, a pris contact avec les autoritÃ©s burundaises et avec lâ€™ambassade de France Ã Bujumbura. Le ministre des affaires Ã©trangÃ¨res franÃ§ais, Laurent Fabius, a Ã©galement appelÃ© dans un communiquÃ© Ã libÃ©ration des journalistes.Â Â«Â Des dÃ©marches diplomatiques sont en coursÂ Â», prÃ©cise-t-il, faisant part de saÂ Â«Â prÃ©occupationÂ Â». Â«Â Ces arrestations ont eu lieu dans un contexte de rÃ©pression sÃ©vÃ¨re de la part du gouvernement envers les journalistes, toutes les principales stations de radio privÃ©es burundaises Ã©tant suspendues depuis avril/mai 2015,Â observe lâ€™ONG Human Right Watch.Â Au cours des derniers mois, des reprÃ©sentants du parti au pouvoir ont fait des commentaires de plus en plus nÃ©gatifs au sujet de journalistes Ã©trangers couvrant le Burundi.Â Â»